

Le Parlement, symbole de la démocratie

Quelle perception les citoyens ont-ils de l'institution parlementaire? C'est la question que le Gévipar a posée le 26 septembre dernier à trois spécialistes des sondages.

Après avoir constaté une **lente dégradation** de l'opinion – majoritairement positive au milieu des années quatre-vingt-dix – Pierre Lefébure (Maître de conférences en sciences politiques à Science Po Bordeaux) distingue les taux des opinions, défavorables dans les pays du Sud (Italie, Espagne, Portugal) et favorables dans les pays du Nord (Pays-Bas, Suède, Danemark). En France, le taux de méfiance – de l'ordre de 58 % envers les députés – s'oppose à la **confiance massive** que les Français ont envers leur maire. Les élus régionaux bénéficient en effet d'une opinion très favorable: 70 % pour les maires et 65 % pour les élus départementaux. Cette confiance est au moins égale, voire supérieure pour l'institution concernée: conseil municipal, régional, etc. Ce n'est pas le cas de l'Assemblée nationale pour laquelle la défiance atteint 64 %.

Une des motivations sous-jacentes de cette opinion défavorable est le **cumul des mandats** qui est fortement critiqué. Cependant, les exigences exprimées par l'opinion envers les élus concernent l'ancrage dans leur circonscription. Le cumul des mandats est donc une question qui implique de fortes ambivalences, car les maires sont les plus proches et les mieux connus de leurs administrés.

Ceci tient à la **méconnaissance du travail législatif** des parlementaires, les élus se faisant connaître uniquement par leur activité locale. Au niveau national, la notoriété des élus ne passe que par les images des questions au gouvernement transmises à la télévision. À ce sujet, Frédéric Dabi (Directeur du département opinion de l'Ifop) parle d'un grave **déficit d'exemplarité**. Il met en cause le comportement des élus à l'Assemblée et la profonde dévalorisation de leur travail qui en est la conséquence.

Cinquante-trois pour cent
des Français ignorent
le nom de leur député!

Autre méconnaissance, celle de la **rémunération** des élus. Seuls 28 % des Français situent le salaire des députés dans la bonne fourchette (4000 à 6000 €). Près de 20 % imaginent qu'un député perçoit plus de 10000 € et, parmi ceux-ci, 10 % plus de 20000 €! Ceci entraîne une **profonde critique qualitative**, les élus nationaux étant ressentis comme faisant partie des « gros », avec des avantages en nature, un train de vie et un salaire surestimés.

Pour autant, l'institution elle-même, (Assemblée nationale et Sénat) bénéficie d'un fort attachement, comme **symbole de la démocratie**. Elle est considérée comme le lieu de l'expression de la pluralité, une instance de débat et un véritable contre-pouvoir.

Mais le Parlement est aussi la cible de très fortes critiques. Il est jugé lointain, élitiste, opaque. Ces critiques à l'égard de l'institution se répercutent sur la perception des parlementaires. Ceux-ci sont taxés d'élitisme, d'absentéisme, etc.

Il est à noter que ces critiques ont toujours existé, mais qu'elles ne se limitent plus maintenant aux membres des classes populaires, mais **se propagent jusque dans les classes moyennes**, voire supérieures.

Au total, les Français manifestent un profond attachement aux principes républicains, mais ont une forte attente d'information. S'ils sont 38 % à faire confiance à leur député, 53 % avouent ne pas connaître son nom! Malgré toutes les critiques adressées à l'institution, on constate donc un intense manque de lisibilité mais certainement **pas d'antiparlementarisme!**

La responsable – de 1994 à 2010 – des enquêtes Eurobaromètre, Anna Melich, nous le dit tout de go: pour les citoyens des 27 pays membres, le **Parlement européen** représente le symbole de la démocratie. Il bénéficie d'une confiance nettement supérieure à celle donnée aux autres institutions européennes et aux parlements locaux (sauf au nord de l'Europe). Bien que pour certains il soit méconnu (51 %) et inefficace (38 %), il n'en est pas moins considéré comme à l'écoute des citoyens (38 %), dynamique (40 %) et – surtout – **démocratique pour 63 % des Européens**.